

10 Port-Gentil

Tournée du gouverneur/Conflit homme-faune

Le conflit entre populations et éléphants prend de l'ampleur



Max Jean Maclatchy (extrême gauche) souhaite le prolongement du Prodiag.

René AKONE DZOPE

Port-Gentil/Gabon

Les pouvoirs publics, en des termes à peine voilés, sont accusés de prendre fait et cause pour les pachydermes. Pour preuve, selon les populations, l'année dernière, un compatriote qui a osé en abattre un aurait écopé quatre mois de prison ferme. Dans le même temps, un éléphant qui a ôté la vie à un riverain n'a pas été inquiété. Ambiance.

LA coupe est pleine. Les populations du district de Ndougou et celles de la commune d'Omboué et des villages environnants, dans la province de l'Ogooué-Maritime, ne savent plus à quel saint se vouer. L'Etat, jusqu'à présent, accusent-elles, demeure sourd à leur plainte, au regard de l'absence des solutions idoines. C'est que dans la région, les éléphants abandonnent leur habitat traditionnel pour fuir l'activité des forestiers et se rapprochent des villages. Résultat des courses: les pachydermes dévastent leurs cultures sans ménagement, vident les marmites de nourriture dans les campements. Les victimes, d'après leurs déclarations, sont au bord de la famine. Les différentes correspondances du sous-préfet du district de Ndougou, Mandah-Moni Dioumy, et du pré-

fet d'Etimboué, Raphaël Obali, relayées par le gouverneur de province, Martin Boguikouma, sont sans effet. L'équation reste donc entière.

Mais la température monte chaque jour, prête à casser le thermomètre. Parce que les attaques des éléphants sont récurrentes, répétitives, ceux-ci n'hésitant pas à pénétrer dans des habitations, à la recherche de quoi manger. « Ce n'est pas facile de supporter de voir un travail de plus de deux ans réduit à néant au bout d'une heure », a regretté le gouverneur, en estimant que l'Etat est à la recherche des solutions au problème.

En attendant, des doigts accusateurs sont pointés sur lui. En effet, des riverains pensent que les pouvoirs publics ont choisi leur camp, celui des éléphants. Ne comprenant pas qu'un des leurs, qui a osé abattre un pachyderme, a écopé de quatre mois de prison ferme, tandis qu'un de ces animaux, qui a ôté la vie à un membre de leur communauté, n'a nullement été inquiété.

Or, lorsqu'on sait que Ndougou est le grenier de la province, il est à craindre, si rien n'est entrepris, qu'on observe une pénurie en produits agricoles dans les prochains mois. Une situation que certains pourraient bien exploiter pendant les campagnes électorales en perspective.

L'une des solutions proposées, celle de donner du piment aux éléphants ou d'en



Les populations du district de Ndougou accueillant le gouverneur de l'Ogooué-Maritime, Martin Boguikouma, lundi dernier.

planter autour des plantations, a été vite rejetée. Et pour cause : il se raconte qu'il y a quelques années, un jeune compatriote avait servi une pomme pimentée à un éléphant, qui avait aussitôt pris la fuite. Or, un sage disait : « si l'oiseau oublie le piège, le piège n'oublie l'oiseau. »

Six mois plus tard, le mastodonte est revenu sur ses traces et a reconnu, au milieu d'autres personnes, son agresseur qu'il a aussitôt traqué. Ce dernier n'aurait eu la vie sauve que grâce aux secours rapidement déployés.

La cote d'alerte est élevée. Nos compatriotes sont devenus des nomades, obligés de camper là où se trouvent leurs champs. Ils passent parfois des nuits entières à battre des tam-tams pour repousser l'ennemi. C'est leur seule alternative de survie. Sinon, ils perdent tout. Des villages se vident au profit de la brousse. Jusqu'à quand peuvent-ils tenir encore, au vu de l'âge de certains? L'Etat doit agir. Et le plus vite serait le mieux.

ATTAQUES RÉPÉTÉES.

Qu'à cela ne tienne, les résidents d'Etimboué ne sont pas prêts à céder au découragement. Ils l'ont traduit en offrant quelques régimes de banane au gouverneur et sa suite. « Nous vous offrons ce modeste présent composé essentiellement de la banane issue des différents périmètres vivriers mis à disposition par le Prodiag (Projet de développement et d'investisse-

ment agricole au Gabon, NDLR) », a confié Jean Max Maclatchy, au nom des agriculteurs. Avant de renchérir: « Nous vous prions de bien vouloir nous excuser de la faible quantité de banane que nous vous offrons. Cela se justifie par des attaques répétées des éléphants(...)».

L'orateur a, enfin, sollicité du gouvernement qu'il lance la deuxième partie du Prodiag, la phase initiale tirant à sa fin. Pour la petite histoire, le Prodiag est l'un des principaux projets agricoles de l'Etat Gabonais pour la période 2011-2016, et s'intègre dans le cadre du Plan stratégique Gabon émergent. Il intervient principalement dans les secteurs de la production vivrière et maraîchère, du petit élevage et de la transformation agroalimentaire, par un accroissement important de l'investissement.

Le programme vise, notamment, apprend-on, à l'accroissement de la contribution du secteur agricole au PIB national et à l'augmentation de la part des produits locaux dans le panier de la ménagère. Le ratio des importations dans la consommation alimentaire devrait ainsi passer de 85% en 2010 à 56% au terme du projet.

Par ailleurs, selon des hypothèses moyennes, les activités mises en œuvre permettront l'installation d'un millier d'exploitations agricoles, ainsi que la création d'environ 2 200 emplois directs et 1 000 indirects.

Ainsi va la Cité

Rien ne semble arrêter la rumeur

Des nouvelles de sources incertaines se répandent comme une traînée de poudre, ces dernières semaines, dans le public à Port-Gentil, souvent par le bouche-à-oreille. Les réseaux des "opérateurs" de téléphonie-rumeur publique semblent efficaces. Les premiers "consommateurs" devenant des enrôleurs d'autres personnes, la chaîne prend forme. Les moyens modernes de communication : téléphone portable, réseaux sociaux sur la toile sont utilisés pour faire passer toutes formes d'informations, y compris les plus douteuses. Pour les citadins intègres, la rumeur est devenue un produit polluant, au même titre que certains gaz. « Lundi de la semaine dernière, une connaissance m'appelle au téléphone pour m'informer que les anciens clients de la société de micro-finance Bâtisseurs de richesses (BR SARL) sont payés au Trésor public. Il suffit pour cela de se présenter avec son carnet. J'ai fait confiance à cette source que je jugeais digne de foi et, à mon tour, j'ai informé d'autres personnes. Malheureusement pour nous, aucune opération de paiement au Trésor. Grande a été notre déception et nous étions ridicules. Vraiment, c'est regrettable de polluer la ville avec des informations non avérées », regrette Jean Paul.

Dans les débits de boissons, taxis et autres endroits publics ou privés de la ville, de fausses informations circulent comme des gouttes d'eau sur le toit d'une maison. De nombreuses personnes ne font pas attention sur les détails du message qu'il faut décrypter, car l'introduction est généralement à la forme impersonnelle : « on dit ... », « à ce qu'on dit ... » ; « à ce qu'il paraît » ; « les bruits courent ... » « es-tu informé ... Je viens d'apprendre... », etc. La source n'est souvent citée, ni au début de la phrase, ni à la fin.

« Ne dis à personne, tu gardes ça pour toi, le pays est devenu dangereux. » Une consigne qui n'est jamais respectée.

« La rumeur est vieille comme le monde. Elle est au sein de nos familles, dans nos cercles socio-professionnels. Là où existe un Homme, la rumeur est présente. C'est notre production. Mais elle est devenue une arme très dangereuse pour nos sociétés modernes, parce que les moyens de communication sont d'une grande efficacité et touchent le plus grand nombre en quelques minutes. Depuis des semaines à Port-Gentil, une folle rumeur parle des vagues des démissions des autres caciques du parti au pouvoir. Des opposants qui soutiennent le pouvoir en place, etc. Je n'évoquerais pas ce qui se dit sur la crise économique dans notre pays et sur l'avenir de notre économie. Laissons tout simplement parler les gens pour faire leur cette expression entendue à la télévision », s'arrête net, Mélanie, qui semble avoir des oreilles pleines.

Les sujets sur la politique, l'économie, l'emploi, l'éducation, la santé, le logement, la religion, le mystique, les crimes rituels, la drogue, le sports, bref. Certains suscitent des mouvements de panique, qui gagnent nos quartiers : « Il y a deux semaines, dans un quartier de la ville dont je tais le nom, une femme blanche portant un nourrisson dans les bras apparaissait à certaines personnes au petit matin, entre 4 heures et 5 heures 30. Dans ce quartier, durant plus de deux mois, personne n'osait mettre le nez dehors avant 6 heures, de peur de rencontrer cet esprit maléfique qui a inquiété de nombreux habitants. Conséquence : ceux qui travaillent très tôt le matin sortaient sans nul doute en retard et ceux qui rentraient à leur domicile aux premières heures de la journée le faisaient aussi tardivement ».

La rumeur court. Elle court dans la cité et rien ne semble l'arrêter.



Le sous-préfet de Ndougou, Mandah-Moni Dioumy, un homme qui se bat pour le bien-être de ses administrés.



La banane produite par le Prodiag.

Par Christ LOUETS